

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KGZ/13

27 octobre 1997

(97-4696)

**Groupe de travail de l'accession
de la République kirghize**

Original: anglais

ACCESSION DE LA REPUBLIQUE KIRGHIZE

Questions et réponses additionnelles

Les questions additionnelles présentées par les Membres et les réponses fournies par les autorités de la République kirghize sont reproduites ci-après.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>	<u>Questions</u>
II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR		
2. Politiques économiques	3	1
b) c) Politiques monétaire et budgétaire/Politique en matière de concurrence	3	2-16
III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES		
4. Programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire	14	17
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES		
1. Réglementation des importations		
b) Caractéristiques du tarif national, nomenclature du tarif douanier (SH), types de droits, description générale de la structure du tarif douanier, niveau moyen pondéré des droits pour les principaux groupes du tarif douanier, application des taux de droits NPF, préférences tarifaires	16	18
c) Contingents tarifaires, exemption de droits	16	19
d) Autres droits et impositions, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus	17	20

	<u>Page</u>	<u>Questions</u>
f) Procédures en matière de licences d'importation	19	21-22
h) Evaluation en douane	20	23
k) Application de taxes intérieures aux importations	20	24-25
l) Règles d'origine	21	26-27
m) à o) Régime antidumping, régime des droits compensateurs et mesures de sauvegarde	22	28
 2. Réglementation des exportations		
d) Procédures en matière de licences d'exportation	23	29-31
f) Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations	24	-
 3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises		
f) g) Zones franches, zones d'activité économique libre	24	32-33
l) Marchés publics	26	34
 4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles		
a) Importations	27	35
b) Exportations	28	36
e) Politiques internes	28	37-39
 V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE	33	-
 VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES	33	-
 VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS	33	40-42
 Annexe A: Renseignements complémentaires à la question 20	36	
Annexe B: Textes juridiques pouvant être consultés au Secrétariat	45	

II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR

2. Politiques économiques

Question 1

Veillez répondre à la demande qui a été faite à la République kirghize, à la page 3 du document WT/ACC/KGZ/10, de s'engager à abroger certaines dispositions du régime de commerce extérieur.

Réponse

Des monopoles commerciaux d'Etat existent actuellement pour l'alcool, le tabac et l'électricité: Kyrgyzzalco (monopole *de jure*), Kyrgyztamekesi (monopole *de jure*) et Holding Kyrgyz Energy (monopole *de facto*). Aucun obstacle réglementaire n'empêche une implantation dans le secteur de l'électricité. Pour ce qui est de l'alcool et du tabac, la République kirghize n'est pas prête à s'engager, en l'état actuel des choses, à abroger le commerce d'Etat dans ces deux secteurs, mais elle s'engagera à se conformer aux dispositions pertinentes de l'article XVII du GATT de 1994 et au Mémorandum d'accord correspondant de l'OMC.

Pour les autres produits, aucune restriction ne vise actuellement le droit des particuliers et des entreprises, d'origine étrangère ou nationale, d'exporter ou d'importer des marchandises sur le territoire douanier de la République kirghize. En outre, la République kirghize confirme que les possibilités d'importation ou d'exportation des entreprises ne sont pas restreintes en fonction des activités qui ont été déclarées. La République kirghize s'engagera dans son protocole d'accession à ne pas appliquer de restrictions, si ce n'est selon les dispositions des Accords de l'OMC.

S'agissant des restrictions appliquées dans les secteurs de services, la République kirghize spécifiera ses obligations et ses engagements dans la liste des engagements spécifiques concernant les services.

La République kirghize confirme que les critères relatifs à tout type d'enregistrement d'activité économique ou commerciale ou d'agrément d'entreprise sont d'application générale et annoncés dans des publications officielles.

La République kirghize confirmera dans son protocole d'accession qu'elle conviendra de la nécessité d'assurer une complète transparence et de tenir chaque année les Membres de l'OMC au courant du progrès de la réforme de son régime économique et commercial et de l'avancement de ses divers programmes de privatisation.

- b) Politiques monétaire et budgétaire
- c) Politique en matière de concurrence

Question 2

Selon les renseignements fournis dans la réponse à la question 2 c) du document WT/ACC/KGZ/10 et dans le document WT/ACC/KGZ/10/Add.1 (Renseignements relatifs au commerce d'Etat), l'importation, l'exportation et la production d'alcools et de produits alcooliques sont soumises à licences. Kyrgyzzalco est la seule instance habilitée à délivrer ces licences. N'importe quelle entité (y compris celles qui ne sont pas affiliées à Kyrgyzzalco) peut obtenir de Kyrgyzzalco une licence d'importation et d'exportation de produits alcooliques (sauf l'alcool éthylique).

- a) **Veillez décrire les procédures à suivre et les conditions à remplir pour obtenir de Kyrgyzalco des licences d'importation et d'exportation d'alcools et de produits alcooliques sous forme d'une réponse au questionnaire relatif aux licences d'importation.**
- b) **Veillez décrire les procédures à suivre et les conditions à remplir par une entreprise pour être affiliée à Kyrgyzalco, cette prescription étant obligatoire pour les entreprises ayant l'intention d'importer de l'alcool éthylique.**
- c) **Que fait le gouvernement de la République kirghize pour faire en sorte que l'entreprise Kyrgyzalco fonctionne conformément aux prescriptions de l'OMC, notamment en ce qui concerne le traitement de la nation la plus favorisée et le traitement national, lorsqu'elle délivre des licences d'importation et d'exportation d'alcools et de produits alcooliques?**

Réponse

- a) Procédures à suivre et conditions à remplir pour obtenir des licences d'importation et d'exportation d'alcools et de produits alcooliques ("licences")

Procédures

Les réponses sont données comme indiqué à la section III (Modalités d'application) du questionnaire relatif aux licences d'importation.

Pour obtenir une licence d'importation ou d'exportation d'alcools et de produits alcooliques, il est nécessaire de présenter les documents suivants:

- demande de licence;
- copie du certificat d'enregistrement auprès de l'administration;
- contrat d'exportation ou d'importation d'alcools et de produits alcooliques;
- certificat d'origine des produits;
- certificat de conformité aux normes de sécurité;
- certificat d'hygiène attestant l'innocuité des produits en ce qui concerne la santé humaine;
- facture;
- licence de vente de produits alcooliques;
- document confirmant le paiement de la licence.

1. Aucun contingent n'est actuellement imposé à l'importation et à l'exportation d'alcools ou de produits alcooliques. La section III.1 du questionnaire est donc sans objet.

2. a) Il n'existe aucune prescription concernant la question de savoir combien de temps avant l'importation la demande de licence doit être déposée. Le délai d'obtention des licences ne doit pas être supérieur à dix jours (il est généralement de deux à trois jours). Des licences peuvent être obtenues après l'arrivée des marchandises à la frontière.

2. b) Une licence peut être obtenue dans un délai très court (ne dépassant pas deux à trois jours). Elle peut être accordée immédiatement sur demande.

2. c) La période de l'année pendant laquelle une demande de licence peut être déposée et/ou l'importation peut être effectuée n'est pas limitée.

2. d) Kyrgyzalco est la seule entité chargée d'examiner les demandes de licences. Il est cependant nécessaire de présenter un certain nombre de documents pour obtenir une licence, notamment i) un certificat d'hygiène, qui doit être obtenu auprès du Ministère de la santé et ii) un certificat de conformité aux normes, qui doit être obtenu auprès du Service d'inspection de la normalisation et de la métrologie ou d'autres organismes privés ou publics accrédités.

3. Une demande de licence peut être rejetée i) si elle n'est pas complète et ii) si les renseignements ne sont pas fiables. Les raisons du rejet sont communiquées à l'intéressé par écrit. En cas de refus d'une licence, les intéressés ont un droit de recours judiciaire.

Condition requise des importateurs

Les réponses sont données comme indiqué à la section IV (Condition requise des importateurs pour être habilités à demander une licence) du questionnaire.

Toute personne, société ou institution est habilitée à demander une licence.

b) Procédures à suivre et conditions à remplir pour être affilié à Kyrgyzalco

Les sociétés souhaitant être affiliées à Kyrgyzalco doivent obtenir de cette entité une licence de production d'alcools. Kyrgyzalco est une société anonyme. Les actions des sociétés souhaitant lui être affiliées sont échangées contre des actions de Kyrgyzalco (autrement dit, Kyrgyzalco détiendra des parts des sociétés en question, lesquelles à leur tour détiendront des parts de Kyrgyzalco). La participation de l'Etat dans Kyrgyzalco ne doit pas être inférieure à 51 pour cent.

c) Conformité aux prescriptions de l'OMC

L'article 8 de la Loi sur les licences dispose que les personnes morales ou physiques étrangères, ainsi que les personnes sans nationalité obtiendront des licences dans les mêmes conditions et selon la même procédure que les personnes morales ou physiques de la République kirghize, sauf si des textes législatifs en disposent autrement, ce qui n'est pas le cas actuellement.

L'article 18 de la Loi du 3 mars 1997 sur les licences accorde aux intéressés un droit de recours. Toute violation du traitement NPF ou du traitement national peut faire l'objet d'un recours judiciaire de la part des intéressés.

Question 3

Selon les renseignements fournis au paragraphe 1D. du document WT/ACC/KGZ/10/Add.1, seules les sociétés affiliées à Kyrgyzalco peuvent obtenir des licences pour l'importation et l'exportation d'alcool éthylique. Il n'y a pas de concurrence avec les négociants privés en ce qui concerne l'importation d'alcool éthylique et la production de produits alcooliques. L'importation d'alcool éthylique dépend principalement des producteurs affiliés à Kyrgyzalco.

Comment les restrictions à l'importation d'alcool éthylique sont-elles justifiées au regard de l'OMC?

Réponse

Le gouvernement ou Kyrgyzalco n'impose pas de restrictions à l'importation d'alcool éthylique par les sociétés affiliées à Kyrgyzalco. Le volume d'importation d'alcool éthylique est déterminé en

fonction de la demande des 14 producteurs affiliés à Kyrgyzalco, qui définissent cette demande selon des principes commerciaux rationnels.

Question 4

Selon les renseignements fournis dans la réponse à la question 2 c) du document WT/ACC/KGZ/10, les prix de gros des produits vendus par les entreprises affiliées à Kyrgyzalco sont soumis à contrôle. Les entreprises non affiliées à Kyrgyzalco sont-elles assujetties à cette mesure? Ces entreprises sont-elles tenues de déclarer leurs prix de gros et leur rentabilité au Département antimonopole du Ministère des finances? Etant donné que les producteurs nationaux d'alcools et de produits alcooliques ne sont pas soumis au contrôle de Kyrgyzalco, comment le gouvernement kirghize garantit-il le traitement national pour les produits importés en matière de contrôle des prix?

Réponse

Les entreprises (affiliées ou non à Kyrgyzalco) ne sont pas soumises à un contrôle des prix de gros. Seules les entreprises affiliées à Kyrgyzalco sont tenues simplement de déclarer leurs prix de gros et leur rentabilité au Département antimonopole du Ministère des finances. Les produits alcooliques importés en République kirghize ne font pas l'objet d'un contrôle des prix.

Dans toutes les communications précédentes, il a été régulièrement indiqué que les producteurs nationaux d'alcools et de produits alcooliques doivent être affiliés à Kyrgyzalco, à l'exception des producteurs de bière. La République kirghize estime donc que la troisième question manque de clarté et souhaiterait obtenir des éclaircissements à ce sujet.

Question 5

Selon la réponse à la question 2 c) du document WT/ACC/KGZ/10, les prix de gros des boissons alcooliques sont déterminés indépendamment par chacune des entreprises affiliées à Kyrgyzalco. Cependant, on trouve également dans cette réponse un barème des prix de gros des produits vendus par lesdites entreprises.

A quoi sert un tel barème si les entreprises affiliées à Kyrgyzalco peuvent déterminer indépendamment les prix de gros des boissons alcooliques? Le barème des prix de Kyrgyzalco représente-t-il les prix maximaux ou minimaux qui peuvent être pratiqués par lesdites entreprises?

Réponse

Le barème des prix de gros indiqué en réponse à la question 2 c) du document WT/ACC/KGZ/10 ne représente pas les prix maximaux ou minimaux qui peuvent être pratiqués par les entreprises affiliées à Kyrgyzalco. Ce barème a été établi en vue de répondre à la question 2 c) du document WT/ACC/KGZ/10 et indique simplement les prix de gros réels, au 1er mai 1997, de divers produits vendus par les sociétés affiliées à Kyrgyzalco. La République kirghize confirme à nouveau que les prix de gros des produits alcooliques sont déterminés indépendamment par chacune des entreprises affiliées à Kyrgyzalco.

Question 6

Selon le barème des prix de gros fourni dans la réponse à la question 2 c) du document WT/ACC/KGZ/10, plusieurs prix différents semblent exister pour la vodka. Comment la société Kyrgyzalco fixe-t-elle les prix pour ces différents types de vodka?

Réponse

Chaque entreprise affiliée à Kyrgyzalco produit une marque différente de vodka et, comme indiqué précédemment, détermine indépendamment ses prix de gros. Kyrgyzalco ne fixe pas les prix pour les sociétés qui lui sont affiliées.

Question 7

Veillez décrire le régime appliqué pour l'importation, la production et la vente de bière (produit ne relevant pas de Kyrgyzalco). Existe-t-il des restrictions, des prohibitions ou des formalités de licences pour l'importation de bière? Veillez décrire les éventuelles formalités de licences appliquées à l'importation de bière sous forme d'une réponse au Questionnaire relatif aux licences d'importation.

Réponse

Aucune restriction quantitative (par exemple des contingents), prohibition ou formalité de licences n'est actuellement appliquée à l'importation ou à l'exportation de bière. Des licences sont cependant nécessaires pour vendre et produire de la bière dans le pays. Elles doivent être demandées et obtenues auprès de Kyrgyzalco pour la production et la vente de bière.

a) **Licence de brasserie**

Les requérants doivent présenter les documents suivants à Kyrgyzalco afin d'obtenir une licence de brasserie:

- demande de licence de brasserie;
- volume de production annuel prévu;
- certificat d'enregistrement auprès de l'administration;
- certificat de conformité aux normes établies par Kyrgyzstandard;
- rapport sanitaire et d'hygiène du Service d'inspection sanitaire et technique;
- protocole de la réunion de la Commission de la République chargée du contrôle organoleptique;
- conclusions de la commission d'experts indépendante chargée d'examiner les entreprises, le matériel technique des entreprises et le matériel technologique pour vérifier leur conformité aux prescriptions relatives à la fabrication des produits alcooliques et à l'innocuité de ces produits en ce qui concerne la vie et la santé des personnes en République kirghize.

Une licence doit être délivrée dans un délai de 30 jours après la réception de toutes les pièces. En cas de refus de licence, l'intéressé a un droit de recours judiciaire.

b) Licence de vente de bière

Les requérants doivent présenter les documents suivants à Kyrgyzalco afin d'obtenir une licence de vente de bière:

- demande de licence pour la vente de bière (en gros ou au détail);
- certificat d'enregistrement auprès de l'administration;
- documents relatifs au local commercial (contrat de location, contrats d'achat et de vente ou titre de propriété);
- carte de contrôle des tiroirs-caisses;
- rapport sanitaire et d'hygiène du Service d'inspection sanitaire et technique;
- certificat d'hygiène délivré par le Service d'inspection sanitaire;
- certificat de conformité aux normes établies par Kyrgyzstandard;
- contrat passé avec le fournisseur (non obligatoire si le vendeur est un producteur).

Une licence doit être délivrée dans un délai de 30 jours après la réception de toutes les pièces. En cas de refus de licence, l'intéressé a un droit de recours judiciaire.

Question 8

Selon le paragraphe 1.E du document WT/ACC/KGZ/10, Kyrgyzalco et les sociétés qui lui sont affiliées interviennent dans l'importation de produits alcooliques (sauf l'alcool éthylique). En outre, il ressort clairement des renseignements fournis dans le document WT/ACC/KGZ/10/Add.1, notamment des renseignements statistiques, que Kyrgyzalco contrôle la quasi-totalité des importations enregistrées d'alcools et de boissons alcooliques en République kirghize.

Le paragraphe 1E. du document WT/ACC/KGZ/10/Add.1 (et non du document WT/ACC/KGZ/10) indique ce qui suit: "Actuellement, Kyrgyzalco et les sociétés qui lui sont affiliées n'interviennent pas dans l'importation de produits alcooliques, mais importent de l'alcool éthylique pour leur propre usage". Les renseignements statistiques fournis sont conformes à cette déclaration et montrent que les sociétés affiliées à Kyrgyzalco n'importent pas de produits alcooliques (à l'exception des spiritueux).

L'article XVII du GATT impose aux entreprises commerciales d'Etat de ne procéder à des achats ou à des ventes qu'en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial et d'offrir aux entreprises des autres Membres des possibilités adéquates de participer à ces ventes ou à ces achats dans des conditions de libre concurrence et conformément aux usages commerciaux ordinaires. De telles possibilités ne semblent pas avoir été offertes.

Veuillez expliquer pourquoi Kyrgyzalco n'importe pas actuellement de produits alcooliques autres que l'alcool éthylique.

Quelles mesures le gouvernement kirghize prend-il pour faire en sorte que Kyrgyzalco offre aux vendeurs étrangers de produits alcooliques des possibilités adéquates de participer à ces ventes ou à ces achats?

Réponse

Les sociétés affiliées à Kyrgyzalco peuvent obtenir une licence pour importer des alcools et des produits alcooliques. De même, toute autre société située en République kirghize peut obtenir une licence pour importer des alcools et des produits alcooliques (sauf l'alcool éthylique). Le gouvernement n'impose aucune restriction ni aucun obstacle à l'importation de produits alcooliques.

Les sociétés affiliées à Kyrgyzalco sont principalement des producteurs de produits alcooliques et importent de l'alcool éthylique pour la fabrication de ces produits. La décision de ces sociétés de ne pas importer de produits alcooliques est d'ordre commercial.

Il n'est pas interdit aux sociétés (nationales ou étrangères) non affiliées à Kyrgyzalco, dans le cadre d'un contrat passé avec Kyrgyzalco, 1) d'importer des produits alcooliques pour le compte de Kyrgyzalco ou 2) d'acheter des produits alcooliques fabriqués par des sociétés affiliées à Kyrgyzalco et de les vendre sur le marché intérieur ou de les exporter. En outre, les investisseurs étrangers peuvent acquérir des parts dans des sociétés affiliées à Kyrgyzalco ou même en être les seuls propriétaires. Actuellement, des investisseurs étrangers détiennent des actions d'une des sociétés affiliées à Kyrgyzalco.

Question 9

Selon le paragraphe 1E du document WT/ACC/KGZ/10/Add.1, les sociétés affiliées à Kyrgyzalco n'effectuent des exportations à destination d'autres pays de la CEI que dans le cadre d'un commerce de troc.

Kyrgyzalco ou les entreprises sous son contrôle importent-ils des produits alcooliques ou de l'alcool éthylique des pays de la CEI dans le cadre d'un commerce de troc?

Les régimes de licences d'importation et de réglementation des prix sont-ils appliqués sur une base NPF à l'importation de produits alcooliques en provenance des pays de la CEI?

Réponse

Kyrgyzalco ou les entreprises qui lui sont associées n'importent aucun produit alcoolique des pays de la CEI dans le cadre d'un commerce de troc, mais de l'alcool éthylique est importé d'Ukraine et de Russie dans ce cadre.

Il n'est appliqué aucun système de contrôle des prix en rapport avec l'importation de produits alcooliques. Le régime de licences d'importation s'applique sur une base NPF aux produits alcooliques.

Question 10

S'agissant des autres entreprises commerciales d'Etat énumérées et décrites dans le document WT/ACC/KGZ/10/Add.1:

Kyrgyztamekesi est la seule entité habilitée à délivrer des licences pour la production de produits du tabac en République kirghize et pour l'exportation du tabac fermenté. Une licence n'est cependant pas nécessaire pour l'importation et "n'importe qui peut obtenir une licence de production de produits du tabac" et d'importation/exportation de tabac fermenté.

Veuillez décrire les conditions dans lesquelles les produits du tabac importés sont commercialisés en République kirghize.

Réponse

Les produits du tabac importés sont commercialisés librement en République kirghize. Aucune condition spéciale n'est appliquée.

Pour des raisons de protection de la santé et des raisons sanitaires, il est actuellement envisagé d'instituer des formalités de licences pour l'exportation du tabac fermenté et l'importation de produits du tabac.

Question 11

S'agissant de Kyrgyzgasmunaizat:

La société Kyrgyzgasmunaizat mise à part, quelles entreprises importent et exportent des produits pétroliers, du gaz naturel et du gaz liquéfié? Ces entreprises appartiennent-elles à l'Etat, en partie ou en totalité?

Réponse

Aucune entreprise (y compris Kyrgyzgasmunaizat) n'exporte actuellement de produits pétroliers, de gaz naturel et de gaz liquéfié, principalement parce que la demande intérieure est supérieure à l'offre. Il convient de noter, toutefois, que le gouvernement n'interdit pas l'exportation de produits pétroliers, de gaz naturel et de gaz liquéfié.

Cinq sociétés privées interviennent dans l'importation de produits pétroliers: Lukoil Kyrgyzstan, Tyan-Shan Oil, Sato Petroleum, Datka et Ekooil.

Outre Kyrgyzgasmunaizat qui importe environ 50 pour cent du gaz naturel et du gaz liquéfié en République kirghize, un certain nombre de sociétés d'Etat (notamment Kadamjai Antimony Group et Maili Suu Lamp Plant) importent actuellement du gaz naturel pour satisfaire leur propre demande. Ces sociétés d'Etat ont leurs propres contrats avec l'Ouzbékistan pour l'importation de gaz naturel et ont passé des contrats commerciaux avec Kyrgyzgasmunaizat pour le transport du gaz de l'Ouzbékistan à la République kirghize.

Question 12

S'agissant de la société Holding Kyrgyz Energy:

Il semble, d'après le tableau des renseignements statistiques fourni, que cette société est à l'origine de la totalité du commerce de l'électricité en République kirghize.

Veuillez décrire les procédures de licences à suivre et les critères à remplir par les entreprises souhaitant participer à ce commerce.

Veuillez indiquer combien de licences ont été demandées, accordées et/ou refusées.

L'électricité est-elle fournie librement tant aux entreprises qu'aux particuliers au prix intérieur (prix réduit), y compris pour les entreprises étrangères? Dans la négative, veuillez décrire les restrictions appliquées.

Comment le prix de l'électricité exportée dans le cadre d'un commerce de troc est-il déterminé avec l'Ouzbékistan et le Kazakhstan?

Bien qu'il puisse ne pas exister d'obstacles *de jure* au commerce de l'électricité, il semblerait que la société Holding Kyrgyz Energy détienne au moins un monopole *de facto* dans ce domaine.

Réponse

Actuellement, la production et la vente d'électricité sont effectuées *de facto* par la société Holding Kyrgyz Energy uniquement. Aucun obstacle réglementaire n'empêche une implantation dans ce secteur. Toute personne peut demander une licence pour la production, la transmission, la distribution et la vente d'électricité. Un projet de réglementation décrivant les procédures, les critères et les conditions d'obtention des licences est actuellement élaboré conformément à la Loi du 3 mars 1997 sur les licences. Un exemplaire de cette loi a été communiqué au Secrétariat en juin 1997.

A ce jour, aucune demande de licence n'a été présentée à l'organisme d'agrément (l'Office national de l'énergie, qui relève du Conseil des ministres).

L'électricité est fournie aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers. Les tarifs appliqués aux ménages sont inférieurs à ceux qui sont appliqués aux entreprises (personnes morales) uniquement si le niveau de consommation des ménages est inférieur à 300 kW par mois en été et à 700 kW par mois en hiver. Dans le cas contraire, les tarifs pratiqués sont identiques. Les tarifs sont les mêmes pour toutes les entreprises. Il n'existe pas de tarifs différents pour 1) une personne morale (sans participation étrangère), 2) une personne morale (entièrement ou partiellement sous contrôle étranger) et 3) un bureau de représentation ou une succursale.

Les prix de l'électricité exportée dans le cadre d'un commerce de troc avec l'Ouzbékistan et le Kazakhstan sont négociés sur une base annuelle et dépendent du volume des échanges et des conditions énoncées dans l'accord intergouvernemental. Le volume et la valeur commerciale des produits échangés sont déterminés pendant les négociations.

Question 13

S'agissant de Kyrgyzaltyn: veuillez corriger le tableau de la page 11.

Réponse

Antimoine (tons)	Production nationale	Production de Kyrgyzaltyn	Importations totales	Importations de Kyrgyzaltyn	Exportations totales	Exportations de Kyrgyzaltyn
1996	6 001,9	6 001,9	0,0	0,0	4 700,1	4 700,1
1995	7 053,2	7 053,2	99,0	99,0	6 283,4	6 283,4
1994	9 588,0	9 588,0	0,0	0,0	8 687,1	8 687,1

Question 14

S'agissant des renseignements fournis dans le document WT/ACC/KGZ/9/Add.1:

Nous approuvons la notification des entreprises jouissant d'un 'monopole naturel' énumérées dans ce document, qu'il y ait ou non un fondement juridique à cet égard. Les entreprises concernées sont a) la Holding Kyrgyz Energy (électricité), Kyrgyzalco (alcools), Kyrgyztamekesi (tabac et produits du tabac).

Nous félicitons la République kirghize pour une telle décision car elle aidera de beaucoup les Membres de l'OMC à mieux comprendre la nature du marché des produits obtenus et/ou commercialisés par ces entreprises.

Les raisons indiquées pour la non-notification des "monopoles autorisés" ne sont pas suffisantes pour déterminer si la décision est justifiée ou non.

Nous souhaitons obtenir davantage de renseignements sur les monopoles "autorisés" énumérés et sur la nature des droits y afférents. Les entreprises concernées appartiennent-elles à l'Etat? Font-elles du commerce avec l'Etat ou pour le compte de l'Etat?

Réponse

Monopoles autorisés	Participation de l'Etat	Commerce avec l'Etat	Commerce pour le compte de l'Etat
1. Jalal Abad Oil Processing Plant	50%	Non	Non
2. Kyrgyzgasmunaizat	100%	Oui (entreprises d'état, institutions gouvernementales)	Oui (voir le point 1.F du document WT/ACC/KGZ/10/Add.1)
3. Kyrgyzkomur	70%	Non	Non
4. Kyrgyzstan Aba Joldoru	100%	Oui (2 à 3% des activités totales - prestation de services au niveau gouvernemental)	Non
5. Uchkun	100%	Oui (25% avec d'autres entreprises d'Etat)	Non
6. Akyl	80%	Oui (80 à 85% avec des entreprises d'Etat)	Non
7. Kyrgyzaltyn	100%	Renseignements non disponibles sur ordre du Ministère de la sécurité nationale	Renseignements non disponibles sur ordre du Ministère de la sécurité nationale

Privatisation**Question 15**

La République kirghize a déclaré en réponse à la question 6 du document WT/ACC/KGZ/7 ce qui suit: "Le programme de privatisation pour 1997 est en cours d'élaboration et le programme

pour 1998 et 1999 sera élaboré en 1997. Il est trop tôt pour prévoir la date à laquelle l'ensemble du programme s'achèvera, mais il devrait être terminé avant 2005." Selon la réponse à la question 4 du document WT/ACC/KGZ/9, "[l]e programme de privatisation pour 1998-1999 est en préparation. Le gouvernement devrait terminer ce travail vers la fin de 1997. Des renseignements seront fournis à ce moment".

Le fait que le programme de privatisation soit actuellement mis en oeuvre rend d'autant plus utile et nécessaire la notification périodique de son état d'avancement et ce, jusqu'à son achèvement.

Nous réitérons la demande formulée à la page 5 du document WT/ACC/KGZ/10. La République kirghize s'engagera-t-elle à procéder à des notifications périodiques et à confirmer la nécessité d'assurer une complète transparence et de tenir les Membres de l'OMC au courant du progrès de la réforme de son régime économique et commercial et s'engagera-t-elle à fournir chaque année aux Membres de l'OMC des renseignements sur l'avancement du programme de privatisation analogues à ceux qui ont été fournis au Groupe de travail pendant le processus d'accession, ainsi que d'autres renseignements concernant les aspects de ses réformes économiques pertinents du point de vue de ses obligations au regard de l'OMC.

Nous demandons à la République kirghize, lorsqu'elle formulera la réponse aux questions relatives à la situation de la privatisation, de présenter les renseignements concernant le progrès et l'état d'avancement du programme sous forme de tableau et de les faire figurer également dans le texte, selon le modèle utilisé par la Bulgarie dans le document WT/ACC/BGR/5 (Renseignements sur l'état d'avancement du processus de privatisation des entreprises d'Etat).

Réponse

La République kirghize s'engagera à procéder à des notifications périodiques et à confirmer la nécessité d'assurer une complète transparence et de tenir les Membres de l'OMC au courant du progrès de la réforme de son régime économique et commercial. Elle s'engagera également à fournir chaque année aux Membres de l'OMC des renseignements sur l'avancement du programme de privatisation analogues à ceux qui ont été fournis au Groupe de travail pendant le processus d'accession, ainsi que d'autres renseignements concernant les aspects de ses réformes économiques pertinents du point de vue de ses obligations au regard de l'OMC.

Des renseignements concernant l'avancement du programme de privatisation seront fournis chaque année. Une mise à jour sera présentée au cours du premier semestre de 1998 selon le modèle indiqué ci-dessus.

Réglementation des prix

Question 16

Veillez répondre à la demande qui a été faite à la République kirghize, à la page 11 du document WT/ACC/KGZ/10, de prendre les engagements appropriés en matière de politique de fixation et de réglementation des prix.

Réponse

La République kirghize prendra les engagements suivants dans son protocole d'accession:

- elle fera preuve de plus de transparence en matière de réglementation des prix pour les biens et services dont le prix est réglementé et qui seront notifiés au cours du processus d'accession. Toute modification du système de réglementation des prix sera annoncée dans des publications officielles;
- tous les prix des biens et services dans tous les secteurs, à l'exception de ceux qui sont clairement notifiés comme réglementés, seront déterminés par les forces du marché. Tous les produits et services dont le prix est encore réglementé au niveau central ou sous-central seront identifiés par leur code du Système harmonisé. Les réglementations en vigueur seront décrites et la référence des dispositions législatives ou réglementaires les autorisant sera clairement indiquée, de même que leur raison d'être et les conditions dans lesquelles la République kirghize prévoit d'avoir recours à de telles réglementations à l'avenir;
- toutes les réglementations de prix seront appliquées d'une façon conforme aux règles de l'OMC et en tenant compte des intérêts des Membres de l'OMC exportateurs, comme le dispose l'article III:9 de l'Accord général de 1994.

La République kirghize n'applique pas de prix de référence à l'importation et s'engage à ne pas les réintroduire après son accession, si ce n'est dans le plein respect des Accords de l'OMC.

III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

4. Programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire

Question 17

Nous remercions la République kirghize d'avoir communiqué la version traduite des nombreux projets de lois commerciales inscrits actuellement dans le programme de travail du Parlement pour 1997. Nous examinerons ces textes et présenterons des observations écrites avant la prochaine réunion du Groupe de travail.

Réponse

Depuis la dernière série de questions et de réponses qui a été communiquée à l'OMC en juin 1997, les textes législatifs suivants ont été promulgués:

- i) Code douanier (30 juillet 1997);
- ii) Amendements à la Loi sur le tarif douanier (28 juillet 1997);
- iii) Loi sur l'investissement étranger (24 septembre 1997);
- iv) Loi sur les banques et les activités bancaires (29 juillet 1997);
- v) Loi sur la Banque nationale (29 juillet 1997);
- vi) Loi sur les garanties (27 juin 1997);
- vii) Loi sur les ressources du sous-sol (2 juillet 1997);
- viii) Loi sur la réglementation du commerce extérieur par l'Etat (2 juillet 1997).

On trouvera à l'annexe B le texte des lois ci-dessus. La promulgation de ces lois a rendu caduques les lois suivantes:

- i) Loi sur la Banque nationale de la République kirghize (12 décembre 1992);
- ii) Loi sur les banques et l'activité bancaire en République kirghize (11 décembre 1992);

- iii) Code douanier (2 juillet 1992);
- iv) Loi sur les ressources du sous-sol (15 décembre 1992);
- v) Loi sur les garanties (6 mars 1992);
- vi) Loi sur les principes généraux de l'activité économique étrangère de la République kirghize (18 avril 1991).

A la demande des Membres du Groupe de travail, la République kirghize présente ci-après la liste de tous les projets de lois se rapportant à son régime de commerce extérieur:

Projet de loi	Situation	Date de présentation à l'OMC
1. Loi antidumping	Approbation en cours par le gouvernement	Figure à l'annexe B
2. Loi sur les mesures compensatoires	Approbation en cours par le gouvernement	Figure à l'annexe B
3. Loi sur les mesures de sauvegarde	Approbation en cours par le gouvernement	Figure à l'annexe B
4. Code civil (partie concernant la propriété intellectuelle)	Approuvé par le Parlement en première lecture (juin 1997)	Présenté en juin 1997
5. Code pénal (partie concernant la propriété intellectuelle)	A l'examen au Parlement	Figure à l'annexe B
6. Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes	Approuvée par le Parlement en première lecture (juin 1997)	Figure à l'annexe B
7. Loi sur les marques de fabrique et de commerce, les marques de service et les appellations d'origine	Approuvée par le Parlement en première lecture (juin 1997)	Figure à l'annexe B
8. Loi sur les brevets	Approuvée par le Parlement en première lecture (juin 1997)	Figure à l'annexe B
9. Loi sur les logiciels et les bases de données	Approuvée par le gouvernement et présentée au Parlement	Figure à l'annexe B
10. Loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés	Approuvée par le gouvernement et présentée au Parlement	Figure à l'annexe B
11. Loi sur les sélections végétales et animales	Approuvée par le gouvernement et présentée au Parlement	Figure à l'annexe B
12. Loi sur les secrets commerciaux	En cours d'élaboration au Parlement	Sera présentée dès que la version définitive sera élaborée

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

- b) Caractéristiques du tarif national, nomenclature du tarif douanier (SH), types de droits, description générale de la structure du tarif douanier, niveau moyen pondéré des droits pour les principaux groupes du tarif douanier, application des taux de droits NPF, préférences tarifaires

Question 18

Selon la réponse à la question 5 du document WT/ACC/KGZ/10, en date du 5 juin 1997, le tarif douanier fourni dans le document WT/ACC/KGZ/3 n'est plus en vigueur et la République kirghize engage actuellement des négociations avec le Groupe de travail de l'OMC sur la base du tarif douanier applicable à la date du 1er juin 1997 (taux uniforme de 10 pour cent indiqué au paragraphe IV.1.b. du document WT/ACC/KGZ/3). Toutefois, la République kirghize a également présenté le document WT/ACC/SPEC/KGZ/4 le 30 juin 1997 en indiquant que ce document contenait son offre concernant l'accès aux marchés pour les marchandises.

Veuillez préciser laquelle de ces "offres" est valable. S'il s'agit de l'offre faite dans le document WT/ACC/SPEC/KGZ/4, veuillez indiquer pourquoi, si la plupart des taux appliqués sont globalement fixés à 10 pour cent, l'offre initiale indique des taux considérablement plus élevés, tels qu'énoncés par exemple dans le document WT/ACC/SPEC/4.

Veuillez répondre à la demande qui a été faite à la République kirghize, à la page 14, d'établir la liste concernant les marchandises sur la base de la nomenclature du SH96.

Réponse

Le document WT/ACC/SPEC/KGZ/4, publié par le Secrétariat de l'OMC le 30 juin 1997, constitue l'offre de la République kirghize concernant les marchandises. La République kirghize est prête à discuter, au cours de négociations bilatérales, des raisons pour lesquelles les taux énoncés dans l'offre sont supérieurs au taux actuellement appliqué (taux uniforme de 10 pour cent).

L'offre présentée dans le document WT/ACC/SPEC/KGZ/4 a été établie selon la nomenclature du SH96.

- c) Contingents tarifaires, exemption de droits

Question 19

Pour assurer la transparence, la République kirghize devrait cesser d'avoir largement recours à des exemptions de droits de douane et devrait appliquer des droits nuls ou de faibles taux de droits aux importations de matériel technique, de matières premières, de matériaux, de réactifs, de composants, de pièces de rechange, de pièces détachées, de demi-produits et d'autres articles utilisés pour la production de produits finis.

Selon la réponse à la question 36 du document WT/ACC/KGZ/7, le projet de Loi sur le tarif douanier maintiendra les exemptions de droits de douane pour les importations de matériel technique, de matières premières, de matériaux, de réactifs, de composants, de pièces de rechange, de pièces détachées, de demi-produits et d'autres articles utilisés par des entreprises kirghizes pour la production de produits finis.

De telles exemptions seront-elles également accordées aux fabricants étrangers produisant des produits finis en République kirghize?

Veuillez décrire la procédure à suivre pour obtenir des exemptions ainsi que toute restriction ou condition imposée aux fabricants étrangers souhaitant obtenir du Ministère de l'industrie et du commerce extérieur l'autorisation de bénéficier des exemptions de droits.

Comment la République kirghize définit-elle les "produits finis" aux fins des exemptions de droits? Le reconditionnement ou un simple assemblage constitue-t-il une activité de production de produits finis aux fins des exemptions de droits?

Veuillez décrire les redevances à acquitter, le cas échéant, pour obtenir l'autorisation de bénéficier des exemptions de droits.

Réponse

La République kirghize accorde actuellement aux personnes morales kirghizes (qui peuvent être entièrement sous contrôle étranger) une exemption des droits de douane à l'importation de matériel technique, de matières premières, de matériaux, de réactifs, de composants, de pièces de rechange, de pièces détachées, de demi-produits et d'autres articles destinés à la production de produits finis.

Les fabricants souhaitant bénéficier de telles exemptions doivent présenter au Ministère de l'industrie et du commerce extérieur une demande décrivant le matériel technique, les matières premières, les matériaux, les réactifs, les composants, les pièces de rechange, les pièces détachées, les demi-produits et autres articles destinés à la production de produits finis et indiquant également les quantités concernées. Le Ministère examine la demande pour déterminer i) si les produits en question sont effectivement utilisés dans la fabrication des produits finis par l'entreprise requérante et ii) si les quantités indiquées sont justifiées. En cas d'approbation par le Ministère, le Conseil des ministres inscrit l'entreprise concernée sur la liste des fabricants exemptés. Les fabricants ne peuvent pas importer en franchise de droits une quantité supérieure à celle qui est indiquée dans la demande initiale.

La procédure est identique pour les personnes morales kirghizes avec ou sans participation étrangère. Aucune restriction ou condition n'est imposée aux personnes morales kirghizes partiellement ou entièrement sous contrôle étranger.

Aux fins de l'exemption des droits de douane, la République kirghize définit les "produits finis" comme étant des produits originaires de la République kirghize et leur applique les règles d'origine décrites dans la législation douanière existante. Le reconditionnement ou le simple assemblage ne constitue pas une activité de production de produits finis aux fins des exemptions de droits.

Aucune redevance n'est perçue par le Ministère de l'industrie et du commerce extérieur ou le Conseil des ministres pour les exemptions de droits.

d) Autres droits et impositions, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus

Question 20

Nous apprécions à sa juste valeur l'engagement de la République kirghize de modifier le projet de Code douanier pour mettre la structure des droits perçus pour les formalités douanières et le droit de licence d'importation en conformité avec l'article VIII du GATT à partir de la date de son accession à l'OMC.

Veillez répondre à la demande qui a été faite à la République kirghize, à la page 15 du document WT/ACC/KGZ/10, de décrire en détail les redevances pour formalités douanières *ad valorem* qu'elle applique et les mesures qu'elle a l'intention d'adopter pour mettre ces redevances en conformité avec l'article VIII du GATT de 1994.

Veillez fournir dès que possible au Secrétariat de l'OMC la liste des redevances douanières révisées et/ou la méthode de calcul appliquée en indiquant leur compatibilité avec les règles de l'OMC.

Veillez répondre à la demande de renseignements sur la question de savoir comment la République kirghize a l'intention de mettre sa structure des droits pour la certification sanitaire des importations en conformité avec l'OMC (page 16 du document WT/ACC/KGZ/10).

Réponse

Lorsqu'elle modifiera la structure des droits perçus pour les formalités douanières, le certificat phytosanitaire, le certificat vétérinaire et les licences d'exportation et d'importation, la République kirghize appliquera les méthodes décrites dans le présent document en se servant des données réelles existant à ce moment.

i) Redevance pour formalités douanières - Proposition de mise en conformité avec l'article VIII du GATT de 1994

La République kirghize mettra la redevance pour formalités douanières en conformité avec l'article VIII du GATT de 1994 lors de son accession à l'OMC.

La République kirghize a l'intention d'appliquer une redevance *ad valorem* de 0,15 pour cent avec un minimum de 180 soms (environ 10 dollars EU) et un maximum de 550 soms (environ 31 dollars EU). La structure des droits sera réexaminée tous les deux ans. La République kirghize se propose de continuer à appliquer le taux existant de 0,15 pour cent bien que le rapport dépenses/recettes soit de 3,6 pour cent pour l'exercice 1996 et soit estimé à 2,4 pour cent pour l'exercice 1997. Les redevances minimale et maximale sont déterminées selon une méthode fondée sur des principes et pratiques internationalement reconnus. Les données de calcul figurent à l'annexe A.I.

Détermination de la redevance minimale: la redevance comprend deux éléments, les frais directs et les frais indirects. Les premiers sont les frais exclusivement encourus pour le traitement des déclarations d'importation, c'est-à-dire le coût salarial correspondant à cette tâche. Le temps passé par un employé à traiter diverses catégories de produits importés a été analysé et le coût salarial moyen consacré au traitement d'une déclaration d'importation a été calculé. Les frais indirects sont ceux qui sont encourus pour diverses opérations douanières y compris les formalités d'importation. Ces frais, également appelés frais généraux, sont imputés en fonction du temps approximatif total passé par les employés du Service des douanes. On estime en moyenne que les employés du Service des douanes kirghize consacrent environ 50 pour cent de leur temps à traiter les déclarations d'importation. En conséquence, 50 pour cent des frais généraux totaux ont été imputés aux formalités d'importation.

Détermination de la redevance maximale: la redevance est fondée sur le coût total encouru par l'Administration des douanes. On estime qu'environ 50 pour cent des ressources douanières sont consacrées au traitement des déclarations d'importation. En conséquence, 50 pour cent du coût total ont été affectés aux formalités d'importation.

La République kirghize a l'intention de créer un fonds renouvelable pour financer les activités liées aux formalités d'importation. Toutes les recettes provenant de la redevance perçue pour les

formalités d'importation seront versées sur ce fonds, qui ne pourra être utilisé que pour financer le coût de ces formalités.

ii) Certificat phytosanitaire

Actuellement, le coût de la délivrance d'un certificat phytosanitaire (redevance minimale: 70 soms; redevance maximale: 223 soms) dépasse le montant de la redevance perçue (redevance minimale: 36 soms; redevance maximale: 265 soms). On trouvera à l'annexe A.II une analyse détaillée indiquant le coût actuellement encouru pour la délivrance d'un certificat phytosanitaire.

La République kirghize estime que la structure actuelle des droits est pleinement conforme à l'article VIII. Nous avons, par conséquent, l'intention de la maintenir pour la délivrance des certificats phytosanitaires.

iii) Certificat vétérinaire

Actuellement, le coût de la délivrance d'un certificat vétérinaire (redevance minimale: 250 soms; redevance maximale: 3 272 soms) dépasse le montant de la redevance perçue (redevance minimale: 30 soms; redevance maximale: 500 soms). On trouvera à l'annexe A.III une analyse détaillée indiquant le coût actuellement encouru pour la délivrance d'un certificat vétérinaire.

La République kirghize estime que la structure actuelle des droits est pleinement conforme à l'article VIII. Nous avons, par conséquent, l'intention de la maintenir pour la délivrance des certificats vétérinaires.

iv) Droit de licence d'importation/d'exportation

Le droit à acquitter pour obtenir une licence d'exportation ou d'importation s'élève à 900 soms (52,94 dollars EU). On trouvera à l'annexe A.IV une analyse détaillée montrant que la redevance en vigueur correspond au coût des services rendus.

f) Procédures en matière de licences d'importation

Question 21

Selon le document WT/ACC/KGZ/11, la République kirghize a présenté le texte de la Loi sur les licences d'importation au Secrétariat de l'OMC pour que le Groupe de travail l'examine. S'agit-il d'un projet de loi ou la Loi sur les licences d'importation a-t-elle déjà été promulguée par le Parlement? Quelle est la date d'entrée en vigueur de cette loi?

Réponse

Il n'existe pas actuellement en République kirghize de loi ou de projet de loi sur les licences d'importation. La République kirghize a présenté en juin 1997 au Secrétariat de l'OMC un exemplaire de la Loi sur les licences, qui a été promulguée le 3 mars 1997 et qui est entrée en vigueur le 10 avril 1997. Le chapitre II de cette loi traite du régime de licences d'importation et d'exportation.

Question 22

Selon les renseignements fournis dans le document WT/ACC/KGZ/10/Add.1 (sur les entreprises commerciales d'Etat), des licences sont nécessaires pour l'importation et l'exportation d'or, d'antimoine et de mercure. Aucune licence d'exportation de mercure et d'antimoine n'est

accordée si le contrat d'exportation ne spécifie pas que la vente est destinée au consommateur final. Quelle est la justification, au regard de l'OMC, du régime de licences d'importation et d'exportation pour le mercure et l'antimoine?

Réponse

La justification, au regard de l'OMC, du recours aux licences d'exportation pour le mercure et l'antimoine est la protection de l'environnement et de la santé. Il n'est plus obligatoire d'obtenir une autorisation pour l'importation de mercure et d'antimoine.

h) Evaluation en douane

Question 23

Selon la réponse à la question 7 du document WT/ACC/KGZ/10, le projet de Code douanier contiendra des dispositions spécifiques donnant effet aux règles de l'OMC concernant l'évaluation en douane. Nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion d'examiner le projet en question, qui était joint au document WT/ACC/KGZ/Add.2 (annexe 1-4), mais nous formulerons des observations sur la compatibilité de ce texte avec l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane avant la prochaine réunion du Groupe de travail.

Réponse

Veuillez trouver à l'annexe B le texte du Code douanier du 30 juillet 1997.

k) Application de taxes intérieures aux importations

Question 24

Nous sommes sensibles au fait que le gouvernement kirghize ait reconnu dans le document WT/ACC/KGZ/10 que le régime des droits d'accise en vigueur, avec ses différents niveaux ou méthodes de calcul pour les produits importés et pour les produits d'origine nationale, n'est pas compatible avec l'article III du GATT et saluons l'engagement de la République kirghize d'établir, lors de son accession à l'OMC, un régime unique de droits d'accise applicable également aux produits importés et aux produits d'origine nationale.

Selon la réponse à la question 77 du document WT/ACC/KGZ/7, la République kirghize est favorable à l'idée de mettre son régime de TVA en conformité avec les pratiques internationalement reconnues, à savoir l'application de la TVA à toutes les marchandises vendues ou importées en République kirghize, quel que soit leur pays d'origine, et l'exonération de la taxe pour toutes les marchandises exportées, quel que soit le pays de destination.

Nous souhaitons que la République kirghize s'engage à mettre en oeuvre, avant son accession à l'OMC, un régime de TVA et un régime de droits d'accise pleinement conformes aux règles de l'OMC relatives au traitement de la nation la plus favorisée.

Réponse

Le régime de droits d'accise en vigueur est pleinement conforme aux prescriptions de l'OMC relatives au traitement de la nation la plus favorisée. S'agissant de la TVA, la République kirghize s'engage à mettre en oeuvre, lors de son accession, un régime de TVA pleinement conforme aux prescriptions NPF de l'OMC. La législation fiscale pertinente sera modifiée au début de 1998.

Question 25

La réponse à la question 9 c) du document WT/ACC/KGZ/10 ne fait que renforcer l'incertitude concernant le niveau des impositions appliquées à la frontière aux importations au titre des droits d'accise.

Veillez citer les dispositions du Code douanier qui autorisent une application discrétionnaire des droits de douane conjointement avec des droits d'accise. Veillez préciser les conditions qui entraîneraient l'application de ces mesures.

Réponse

Actuellement, aucun produit importé en République kirghize n'est soumis à la fois à des droits d'accise et à des droits d'importation, bien que cela ne soit pas contraire aux pratiques internationales ou aux règles de l'OMC.

Le Code douanier ne contient aucune disposition qui autorise une application discrétionnaire des droits de douane conjointement avec des droits d'accise. Si le Conseil des ministres décide dans le futur d'instituer des droits d'accise pour des produits passibles de droits de douane (ou vice versa), le gouvernement promulguera une résolution à cet effet et la publiera au moins 15 jours avant l'entrée en vigueur de ces droits.

l) **Règles d'origine**

Question 26

Selon la réponse à la question 81 du document WT/ACC/KGZ/7, un certificat d'origine délivré par l'organe compétent du pays exportateur est nécessaire pour l'importation de tous les produits. Veillez expliquer, en donnant des exemples, ce qui est considéré comme un "organe compétent".

Réponse

La législation kirghize ne définit pas ce qu'est un "organe compétent". Dans la pratique, les autorités douanières de la République kirghize acceptent les certificats délivrés par les Chambres de commerce du pays d'origine.

Question 27

L'annexe II 3 d) de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine dispose que les Membres doivent veiller à ce que, à la demande d'un exportateur, d'un importateur ou de toute personne ayant des motifs valables, des appréciations de l'origine préférentielle soient fournies aussitôt que possible, mais 150 jours au plus tard après qu'une telle appréciation aura été demandée. Une disposition analogue figure à l'article 2 h) de l'Accord sur les règles d'origine concernant les régimes commerciaux non préférentiels.

Veillez décrire en détail la procédure selon laquelle le gouvernement kirghize fournit de telles appréciations conformément à l'Accord sur les règles d'origine. Veillez indiquer comment de telles appréciations sont rendues publiques, comme le dispose également l'article 2 h) de l'Accord.

Veillez décrire en détail les procédures qui permettent de réviser dans les moindres délais et de manière indépendante les décisions administratives prises par la République kirghize en

matière de détermination de l'origine, comme le disposent l'annexe II 3 f) et l'article 2 j) de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine.

Si aucune règle d'origine autre que l'examen du certificat d'origine n'est applicable au régime NPF, comment la République kirghize garantit-elle la conformité à l'article 2 e) de l'Accord de l'OMC, qui exige que les règles d'origine soient administrées d'une manière uniforme, par exemple lorsque des pays délivrent des certificats d'origine en se fondant sur des normes différentes?

Selon la réponse à la question 82 du document WT/ACC/KGZ/7, le projet de Code douanier énonce les méthodes spécifiées à l'annexe de la Convention de Kyoto.

Réponse

Il est répondu aux demandes d'appréciation de l'origine préférentielle dans un délai de 150 jours. Un règlement sera élaboré pour spécifier le délai dans lequel les réponses seront fournies.

Le chapitre 55 du Code douanier qui a été adopté prévoit que des décisions préliminaires peuvent être rendues concernant diverses questions, notamment en ce qui concerne le pays d'origine. Les appréciations sont applicables pendant trois années. Des instructions de mise en oeuvre décrivant le processus en détail seront élaborées par le Service d'inspection des douanes.

Les chapitres 58, 59 et 60 du nouveau Code douanier prévoient qu'il est possible de faire appel des décisions administratives prises par les Services des douanes en deux étapes. La première étape consiste à présenter un recours préliminaire par écrit à l'autorité douanière de rang supérieur ("siège central") ou au fonctionnaire de rang supérieur. Ce recours est examiné dans un délai d'un mois. Les recours doivent être présentés dans un délai de trois mois à partir de la notification et dans un délai de six mois si l'intéressé n'a pas été notifié. Si l'auteur du recours n'est pas satisfait de la décision de l'autorité douanière de rang supérieur, il peut en faire appel devant le tribunal du district (ville) où réside l'autorité douanière concernée.

Le Code douanier prévoit que les produits entièrement obtenus dans un pays sont réputés être originaire de ce pays. La liste des produits entièrement obtenus dans un pays a été adoptée sur la base de l'annexe de la Convention de Kyoto. Le Code douanier énonce les trois méthodes de détermination de l'origine spécifiées à l'annexe de la Convention de Kyoto. Toutefois, la seule méthode appliquée est celle du changement de position tarifaire. Aucun règlement ne prévoit l'application de méthodes fondées sur le critère *ad valorem* ou sur le critère de la fabrication ou de l'ouvrage. La République kirghize envisage d'adopter les règles d'origine harmonisées lorsqu'elles auront été définitivement établies par l'Organisation mondiale des douanes.

m) à o) Régime antidumping, régime des droits compensateurs et mesures de sauvegarde

Question 28

Nous notons dans les réponses à la question 36 du document WT/ACC/KGZ/9 et à la question 12 du document WT/ACC/KGZ/10 que la République kirghize n'envisage plus d'adopter une nouvelle Loi sur le tarif douanier, que la loi en vigueur deviendra caduque lors de la mise en oeuvre du nouveau Code douanier et que des lois additionnelles seront adoptées pour traiter des mesures antidumping, des mesures compensatoires et des mesures de sauvegarde. Les Etats-Unis apprécient les efforts déployés par le gouvernement kirghize pour que les textes traitant des mesures antidumping, des mesures compensatoires et des mesures de sauvegarde soient rédigés conformément aux Accords pertinents de l'OMC. Nous présenterons des observations concernant les projets de lois aussitôt que possible après leur communication au Secrétariat de l'OMC.

Réponse

Veillez trouver à l'annexe B le texte du projet de loi antidumping, du projet de loi sur les mesures compensatoires et du projet de loi sur les mesures de sauvegarde.

2. Réglementation des exportationsd) Procédures en matière de licences d'exportationQuestion 29

Selon la réponse à la question 15 du document WT/ACC/KGZ/10, le gouvernement kirghize examine les demandes de licences d'exportation de métaux ferreux, de métaux précieux et de terres rares extraits ou transformés en République kirghize pour évaluer les prix par rapport à la qualité des produits. De bas prix ne sont pas un motif de refus de la licence d'exportation, mais le requérant est invité à veiller à ce que les prix qu'il pratique soient comparables aux prix du marché mondial.

Quelles sanctions le gouvernement kirghize impose-t-il aux exportateurs qui continuent à exporter ces produits à des prix considérés comme étant inférieurs aux prix du marché mondial? Le gouvernement kirghize tient-il compte du fait que ces produits sont exportés à bas prix pour accorder ou renouveler une licence en vue de l'achat ou de la vente de débris et de déchets de métaux ferreux et non ferreux?

Réponse

Aucune sanction n'est appliquée aux exportateurs qui continuent à exporter les produits dont les prix sont considérés comme étant inférieurs aux prix du marché mondial. Le gouvernement kirghize ne tient pas compte du fait que ces produits sont exportés à bas prix pour accorder ou renouveler une licence en vue de l'achat ou de la vente de débris et de déchets de métaux ferreux et non ferreux.

Question 30

Selon les réponses aux questions 101 et 102 du document WT/ACC/KGZ/7, la Résolution n° 56 du Conseil des ministres, en date du 6 février 1996, prévoit des formalités de licences et un contrôle d'une part pour les exportations de produits textiles, vêtements, carbure de silicium, nitrate d'ammonium et aluminium brut visés par des accords bilatéraux entre la Fédération de Russie et les Communautés européennes et d'autre part pour les exportations générales de pierres et de métaux précieux, de produits contenant des métaux précieux et de déchets de métaux précieux. La Résolution prendra effet une fois que l'Accord sur l'Union douanière aura été ratifié et sera appliquée pendant la période de transition au cours de laquelle les barrières douanières intérieures seront supprimées. Le gouvernement kirghize justifie l'application de ces restrictions à l'exportation en invoquant le contrôle de la sécurité nationale.

Veillez donner des précisions sur les intérêts en matière de sécurité nationale qui seraient protégés par le recours à ces restrictions à l'exportation.

Veillez expliquer en détail comment la création de l'union douanière avec la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan justifierait l'application de restrictions à l'exportation de marchandises à destination des Communautés européennes et d'autres pays.

Réponse

Ces restrictions sont appliquées par la République kirghize et d'autres pays de l'Union douanière dans le cadre de la création de l'Union douanière et selon l'accord signé avec la Fédération de Russie sur une procédure uniforme de réglementation de l'activité économique extérieure.

La mise en place de l'Union douanière impose non seulement la création d'un tarif extérieur unifié et d'une zone de libre-échange entre les pays membres, mais aussi l'application d'une procédure unifiée de réglementation de l'activité économique extérieure, y compris en ce qui concerne la délivrance des licences d'importation et d'exportation.

Question 31

Selon la réponse à la question 61 du document WT/ACC/KGZ/5/Add.2, le projet de loi imposant la délivrance de licences pour l'achat et/ou l'exportation de lignes de transmission et de communication électriques et de produits en métaux ferreux ou non ferreux a pour objet d'empêcher le pillage de ces produits par des personnes désireuses de revendre les parties métalliques ainsi dérobées à des entreprises de transformation de déchets de métaux.

Le projet de loi prévoit-il l'octroi de licences aux sociétés intervenant dans l'achat et la vente de ces produits en vue de la transformation de déchets pour un usage intérieur? Dans la négative, pourquoi en est-il ainsi?

Quelle est la justification, au regard de l'OMC, des formalités de licences imposées à l'exportation de ces produits ainsi qu'à leur vente pour l'exportation?

Réponse

Le projet de loi prévoit l'octroi de licences aux sociétés intervenant dans l'achat et la vente de ces produits en vue de la transformation de déchets pour un usage intérieur.

Le régime de licences ne vise pas à restreindre l'exportation de ces produits mais à vérifier s'ils sont d'origine licite, autrement dit s'ils proviennent ou non d'un pillage.

f) Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations

Nous saluons la décision du gouvernement kirghize (réponse à la question 16 du document WT/ACC/KGZ/10) d'adopter une nouvelle loi sur l'investissement étranger qui éliminera les incitations fiscales fondées sur les résultats à l'exportation. Nous félicitons également le gouvernement kirghize pour son engagement (réponse à la question 106 du document WT/ACC/KGZ/7) de ne pas appliquer d'autres subventions à l'exportation.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

f-g) Zones franches, zones d'activité économique libre

Question 32

Selon la réponse à la question 21 b) du document WT/ACC/KGZ/10, la Direction de la zone d'activité économique libre de Bishkek (Bulletin d'information n° 2) peut exonérer du loyer pendant une période pouvant aller jusqu'à 15 ans les établissements qui 1) produisent pour l'exportation ou le remplacement des importations; 2) utilisent des matières premières et des

pièces détachées d'origine nationale; et 3) emploient chaque année un certain nombre de personnes. En outre, la production destinée à l'exportation est exemptée des restrictions quantitatives.

La Direction de la zone d'activité économique libre de Bishkek est-elle une entité gouvernementale ou un autre organisme public? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi l'exonération du loyer pour les entreprises qui produisent pour l'exportation n'est pas une subvention à l'exportation prohibée par l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

Veuillez expliquer pourquoi l'exonération de loyer, avantage subordonné à la production pour le remplacement des importations, l'utilisation de matières premières et de pièces détachées d'origine nationale et l'emploi chaque année d'un certain nombre de personnes ne constituent pas une MIC qui est incompatible avec l'obligation d'accorder le traitement national (Liste exemplative de MIC, point 1 a) et b)).

Veuillez expliquer pourquoi l'exemption des restrictions quantitatives en faveur de la production pour l'exportation n'est pas une MIC qui est incompatible avec l'obligation d'élimination générale des restrictions quantitatives (Liste exemplative de MIC, point 2 a)).

Réponse

La Direction de la zone d'activité économique libre de Bishkek est une entité gouvernementale. L'exonération de loyer accordée aux établissements qui produisent pour l'exportation et le remplacement des importations est une subvention à l'exportation prohibée par l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et sera supprimée lors de l'accession du pays à l'OMC.

L'exonération de loyer subordonnée à l'emploi, chaque année, d'un certain nombre de personnes n'est pas incompatible avec les dispositions sur les MIC. L'Accord sur les MIC ne cite que les produits.

L'exonération de loyer subordonnée uniquement à la production pour le remplacement des importations n'est pas incompatible avec l'Accord sur les MIC, mais elle est incompatible avec l'Accord SMC. L'origine des intrants n'est pas limitée. Les autorités i) n'interdisent pas à une entreprise d'importer des produits utilisés dans son processus de production local ni ne limitent sa capacité d'importation et ii) n'imposent pas à une entreprise l'obligation d'utiliser des produits locaux comme intrants.

L'exonération de loyer subordonnée à l'utilisation de matières premières et de pièces détachées d'origine nationale est incompatible avec l'Accord sur les MIC et sera supprimée lors de l'accession du pays à l'OMC.

Actuellement, l'exemption des restrictions quantitatives en faveur de la production pour l'exportation est incompatible avec l'Accord sur les MIC et sera supprimée lors de l'accession du pays à l'OMC.

Une législation appropriée sera élaborée au cours du premier semestre de 1998 afin de supprimer toutes les mesures susmentionnées qui ne sont pas conformes à l'Accord sur les MIC et à l'Accord SMC.

Question 33

Selon la réponse à la question 21 b) du document WT/ACC/KGZ/10, les produits expédiés de la zone d'activité économique libre de Bishkek vers le reste de la République kirghize ne sont

assujettis qu'au droit de 0,15 pour cent pour formalités douanières, mais les produits qui ne sont pas originaires de cette zone sont assujettis au régime normal d'impôts, droits de douane et autres restrictions quand ils sont importés sur le reste du territoire. Toutefois, dans la réponse à la question 153 du document WT/ACC/KGZ/7, le gouvernement kirghize confirme que tous les produits fabriqués ou importés dans les zones franches seront assujettis aux formalités douanières, taxes douanières et droits de douane usuels lorsqu'ils seront introduits sur son territoire douanier.

Comment le gouvernement kirghize se propose-t-il de supprimer l'accès préférentiel au territoire douanier de la République kirghize qui est accordé aux produits originaires de la zone d'activité économique libre de Bishkek?

Nous souhaitons que le gouvernement kirghize s'engage à faire en sorte que les ventes de ces zones au reste de la République kirghize soient assujetties au régime normal de droits de douane et d'impôts appliqué aux autres produits nationaux ou importés.

Réponse

La République kirghize modifiera la Loi sur les zones d'activité économique libre au début de 1998 pour soumettre les marchandises originaires des zones d'activité économique libre et importées en République kirghize aux mêmes droits de douane, taxes et formalités que les autres marchandises importées dans le pays. Cela étant, les marchandises obtenues dans ces zones à partir de produits d'origine kirghize seront prises en considération.

La République kirghize s'engage à faire en sorte que toutes les ventes des zones d'activité économique libre au reste de la République kirghize soient assujetties au régime normal de droits de douane et d'impôts appliqué aux autres produits nationaux ou importés.

1) Marchés publics

Question 34

A notre grand regret, il est indiqué dans la réponse à la question 22 du document WT/ACC/KGZ/10 que la République kirghize n'envisagera pas d'accéder à l'Accord sur les marchés publics avant janvier 1999, soit deux ans après la création de l'Office kirghize des marchés d'Etat (KGPA).

Nous demandons instamment à tous les pays accédants d'accéder à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics. Le gouvernement kirghize devrait réexaminer sa décision et s'engager à accéder à cet accord avant son accession à l'OMC pour les raisons suivantes:

Des accords sur les marchés publics sont en cours de négociation dans diverses instances internationales. Mis à part l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, des travaux sont également en cours au sein de l'APEC (Organisation de coopération économique Asie-Pacifique) et de la FTAA (Zone de libre-échange des Amériques) sur des règles similaires concernant les marchés publics. L'Accord de l'OMC sur les marchés publics offre un cadre cohésif qui favoriserait ces initiatives régionales et permettrait de minimiser le risque d'une fragmentation régionale des vues concernant les questions se rapportant aux marchés publics internationaux.

Par ailleurs, en vertu de l'article XIII:2 de l'AGCS, des négociations se sont déjà engagées au sein du Groupe de travail des règles de l'AGCS sur la question des marchés publics.

L'Accord de l'OMC sur les marchés publics a pour objet de faire en sorte que les pays présentant des soumissions dans le cadre de marchés publics étrangers bénéficient d'un processus transparent et ouvert et puissent recourir à des procédures impartiales de règlement des différends. Une plus grande transparence et un renforcement de la primauté du droit amélioreront l'efficacité des pouvoirs publics et l'efficience économique.

Il est possible que dans le futur une entreprise kirghize soit appelée à soumissionner à des projets de marchés publics dans un pays Membre de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics.

Selon le document WT/ACC/KGZ/11, la République kirghize a présenté le texte de la Loi sur les achats de marchandises, travaux et services au Secrétariat de l'OMC pour que le Groupe de travail l'examine.

S'agit-il d'un projet de loi ou la Loi sur les marchés publics a-t-elle déjà été promulguée par le Parlement? Quelle est la date d'entrée en vigueur de cette loi?

Réponse

La Loi sur les marchés publics a été adoptée par le Parlement le 15 avril 1997 et signée par le Président le 13 mai 1997. Elle est entrée en vigueur le 1er juin 1997. Le texte de cette loi a été communiqué au Secrétariat de l'OMC en juin 1997 (document WT/ACC/KGZ/11).

La République kirghize réexamine actuellement sa décision concernant une accession à l'Accord sur les marchés publics avant janvier 1999. Si elle modifie sa décision, elle le notifiera pendant la troisième réunion du Groupe de travail.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

a) Importations

Question 35

Selon la réponse à la question 183 du document WT/ACC/KGZ/7, la République kirghize n'applique plus un droit de douane uniforme de 10 pour cent aux produits agricoles. Toutefois, il est dit, dans la réponse à la question 5 e) du document WT/ACC/KGZ/10, que la République kirghize a ouvert des négociations avec le Groupe de travail de l'OMC sur la base des taux de droits en vigueur en République kirghize le 1er juin 1997 (taux de droits uniformes de 10 pour cent applicables à tous les produits).

Veuillez confirmer que tous les produits agricoles sont actuellement assujettis à un droit de douane de 10 pour cent. Veuillez indiquer tous les produits agricoles non soumis à ce taux de droit de 10 pour cent ainsi que le taux qui leur est applicable.

Réponse

La République kirghize confirme que tous les produits agricoles sont actuellement assujettis à un droit de douane de 10 pour cent.

b) Exportations**Question 36**

Selon la réponse à la question 185 du document WT/ACC/KGZ/7, le gouvernement kirghize étudie actuellement les conséquences qu'aurait une consolidation à zéro des subventions à l'exportation de produits agricoles. Les subventions à l'exportation sont le mode de soutien de l'agriculture qui fausse le plus les échanges. Nous encourageons vivement la République kirghize à conserver un régime ne comportant pas de subventions et à consolider à zéro les subventions à l'exportation de produits agricoles, ainsi qu'à consolider la politique en vigueur qui consiste à ne pas imposer de licences ni de droits de douane ou de contingents à l'exportation de produits agricoles.

Réponse

La République kirghize s'engage à consolider à zéro ses subventions à l'exportation de produits agricoles. Elle s'engage également à consolider la politique en vigueur qui consiste à ne pas imposer de licences ni de droits de douane ou de contingents à l'exportation de produits agricoles, si ce n'est dans le plein respect des Accords de l'OMC.

e) Politiques internes**Question 37**

Observations concernant la présentation de la MGS révisée (WT/ACC/SPEC/KGZ/1/Rev.1)

Nous sommes sensibles au fait que la République kirghize a présenté des renseignements révisés concernant les mesures appliquées en matière de soutien interne et de subventions à l'exportation (WT/ACC/SPEC/KGZ/1/Rev.1) et avons les questions complémentaires générales suivantes à formuler:

Certes, la République kirghize a inclus des calculs *de minimis* pour la MGS totale, mais nous souhaiterions également qu'elle le fasse aussi bien pour la MGS par produit que pour la MGS autre que par produit.

Tableau explicatif DS:1, colonne 3: la République kirghize persiste à se montrer très vague sur la nature précise des programmes énumérés au titre des services de caractère général.

Veuillez décrire en détail et de façon précise les programmes énumérés dans cette catégorie. Il convient de noter, de manière générale, que nous sommes toujours préoccupés par l'absence de renseignements spécifiques qui caractérise les tableaux explicatifs DS:1.

En l'occurrence, la République kirghize ne fait que reprendre textuellement les termes de l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, sans expliquer dans la colonne 3 comment les mesures appliquées sont conformes aux critères énoncés. Il en est ainsi notamment pour le point 1 f), services d'infrastructure.

Nous souhaiterions que la République kirghize fournisse ces renseignements en détail dans la colonne 3 du tableau DS:1.

Le contenu de la rubrique "Soutien des producteurs agricoles" (tableaux DS:6 à DS:9) est très vague.

La République kirghize pourrait-elle donner une explication plus détaillée des types de mesures énumérés dans ces tableaux. Dans le tableau DS:6, par exemple, veuillez préciser si ce sont les producteurs de semences qui sont subventionnés ou si des semences sont fournies aux producteurs agricoles sous forme de subventions aux intrants.

Nous souhaitons également obtenir des précisions de la République kirghize au sujet de la rubrique "Rééchelonnement des arriérés" qui figure dans le tableau DS:9.

Les chiffres mentionnés représentent-ils le montant des recettes sacrifiées ou le montant effectif des prêts consentis? Veuillez expliquer si ces chiffres représentent le montant total des pertes sur prêts ou s'il est supposé que les prêts seront remboursés pendant un certain temps grâce à un subventionnement de l'Etat en ce qui concerne le paiement du principal ou des intérêts.

Réponse

I. Tableau DS:1

2. Services de caractère général

a) Recherche, y compris la recherche de caractère général, la recherche liée à des programmes de protection de l'environnement, et les programmes de recherche se rapportant à des produits particuliers

Institut de recherche scientifique sur l'élevage: création de races, d'espèces ou de types nouveaux d'animaux de ferme à capacité de reproduction élevée, et mise au point de techniques d'élevage efficaces; amélioration et utilisation rationnelle des pâturages.

Institut de recherche scientifique et vétérinaire: mise au point et amélioration des méthodes et des moyens de prophylaxie et de traitement des maladies animales les plus répandues pour assurer une situation vétérinaire bonne et stable dans le domaine de l'élevage.

Institut de recherche scientifique sur les sols et les produits chimiques agricoles: bonification des terres agricoles au moyen de techniques modernes; mise au point de techniques de production et d'utilisation d'engrais locaux pour améliorer la fertilité des sols et la productivité agricole; analyse des sols et conception de dispositifs visant à améliorer leur fertilité.

b) Lutte contre les parasites et les maladies, y compris les mesures générales et les mesures par produit, telles que les systèmes d'avertissement rapide, la quarantaine et l'éradication

Département vétérinaire: contrôle de la mise en oeuvre des mesures vétérinaires; application de mesures prophylactiques pour prévenir les maladies animales infectieuses (laboratoire vétérinaire de la République).

Service d'inspection phytosanitaire: contrôles visant à identifier les agents faisant l'objet de mesures de quarantaine (parasites, mauvaises herbes).

Département de la protection chimique et phytosanitaire: application de mesures de protection phytosanitaire et d'éradication des parasites, des mauvaises herbes et des maladies.

c) Services de formation, y compris les moyens de formation générale et spécialisée

Instituts agricoles spéciaux, notamment l'institut de formation des agriculteurs, des exploitants agricoles et des gérants d'exploitations agricoles.

d) Services de vulgarisation et de consultation, y compris la fourniture de moyens destinés à faciliter le transfert d'informations et des résultats

Bibliothèque scientifique agricole de la République.

e) Services d'inspection, y compris les services de caractère général et l'inspection de produits particuliers, pour des raisons de santé, de sécurité, de contrôle de la qualité ou de normalisation

Des subventions sont accordées au Service public d'inspection des semences, au Laboratoire d'Asie centrale, pour la détermination de la qualité des médicaments vétérinaires, et au Centre des semences du coton pour le contrôle des semences et des médicaments vétérinaires (qualité, innocuité et conformité aux normes).

f) Services d'infrastructure

Construction de canalisations d'eau pour l'agriculture et réparation du réseau d'alimentation en eau.

3. Création de réserves publiques à des fins de sécurité alimentaire

Des céréales et de la farine ont été offertes sous forme d'aide humanitaire par la Commission des Communautés européennes.

4. Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement

Les moyens mentionnés sont accordés à l'appui de la réforme visant à privatiser les entreprises agricoles d'Etat et concernent notamment:

- l'organisation du réenregistrement des entités économiques du secteur agricole;
- l'achèvement de la dénationalisation des entreprises agricoles d'Etat;
- la réorganisation des fermes collectives;
- la mise en liquidation des entités déficitaires;
- la réforme des fermes d'élevage et des fermes de production de semences;
- les dépenses en rapport avec la télévision, la radio, la presse et la publication de fascicules et de brochures;
- l'organisation et la création de coopératives de crédit et d'associations connexes;
- l'organisation de l'apport d'une aide méthodologique et pratique aux petites exploitations agricoles avec la création de départements chargés d'assurer ces services;

- la publication à grande échelle de documents relatifs aux petites exploitations agricoles (formules, certificats d'utilisation des terrains);
- l'organisation de fermes pilotes dans chaque oblast.

II. Tableau DS:6

Soutien des producteurs agricoles

Des crédits ont été accordés directement aux producteurs agricoles sous forme de produits, notamment de semences pour les cultures, sans intérêt et proportionnellement à la surface des terres cultivées à la demande des bureaux de gestion des oblasts et des "rayons" (administrations exécutives de district).

III. Tableau DS:9

Réexamen des modalités de prêt

Les chiffres mentionnés représentent les montants des prêts dont l'échéance est dépassée, intérêts inclus.

IV. Tableau DS:4

Calcul minimal de la MGS autre que par produit

	1994	1995	1996
MGS autre que par produit	6,2%	2,8%	3,1%
Part de la MGS dans le produit agricole brut	6,4%	3,0%	3,3%

Subventions à l'exportation de produits agricoles

Question 38

Nous exprimons à nouveau le souhait de voir la République kirghize consolider à zéro ses subventions à l'exportation de produits agricoles. A ce jour, la République kirghize s'est bornée à signaler son intention d'"étudier les conséquences" d'une telle politique. Est-elle maintenant prête à s'engager à consolider définitivement à zéro ses subventions à l'exportation de produits agricoles?

Réponse

La République kirghize s'engage à consolider à zéro ses subventions à l'exportation de produits agricoles.

Commerce d'Etat

Question 39

Nous apprécions à leur juste valeur les renseignements détaillés que la République kirghize a présentés dans le document WT/ACC/KGZ/10/Add.1 au sujet des entreprises commerciales

d'Etat. S'agissant de la notification de Kyrgyzalco, la régie des alcools, et de Kyrgyztamekesi, la régie des tabacs, la République kirghize pourrait-elle répondre aux questions suivantes:

La République kirghize peut-elle donner une description complète du régime de droits d'accise appliqué aux alcools et produits du tabac importés, y compris les taux de droits spécifiques visant les alcools importés et les alcools d'origine nationale? Les sociétés Kyrgyzalco ou Kyrgyztamekesi interviennent-elles d'une façon quelconque dans l'administration du régime de droits d'accise?

Les sociétés Kyrgyzalco ou Kyrgyztamekesi interviennent-elles directement ou indirectement dans la vente et/ou la distribution sur le marché intérieur de marques internationales d'alcools ou de cigarettes ou des sociétés privées peuvent-elles vendre ou distribuer ces marques sur le marché intérieur comme elles l'entendent et sans restriction?

Exception faite de Kyrgyzalco et de Kyrgyztamekesi, la République kirghize peut-elle confirmer que le commerce d'Etat n'existe pour aucun autre produit agricole ou produit alimentaire?

Réponse

TAUX DU DROIT D'ACCISE

pour les produits alcooliques et les produits du tabac fabriqués et importés par des personnes morales et des personnes physiques de la République kirghize

	Produits nationaux en dollars EU (litre ou unité)	Produits importés en dollars EU (litre ou unité)
Boissons spiritueuses, produits spiritueux raffinés, fabriqués à partir de matières premières alimentaires (à l'exception des produits vendus à des utilisateurs spéciaux selon les normes)	1,4 dollar EU/litre	1,4 dollar EU/litre
Vodka	0,90 dollar EU/litre	0,90 dollar EU/litre
Liqueurs et vodka	0,90 dollar EU/litre	0,90 dollar EU/litre
Boissons additionnées d'alcool, jus additionnés d'alcool et baumes	0,90 dollar EU/litre	0,90 dollar EU/litre
Vin de raisins	0,35 dollar EU/litre	-
Autres vins	0,29 dollar EU/litre	-
Vins	-	0,35 dollar EU/litre
Cognac	0,60 dollar EU/litre	0,80 dollar EU/litre
Champagne	0,40 dollar EU/litre	0,45 dollar EU/litre
Bière conditionnée	0,08 dollar EU/litre	-
Bière non conditionnée	0,05 dollar EU/litre	-
Bière	-	0,25 dollar EU/litre
Produits à base de vin	0,15 dollar EU/litre	0,20 dollar EU/litre
Produits du tabac:		
cigarettes à bout filtre	1,5 dollar EU/1 000 unités	5 dollars EU/1 000 unités
cigarettes sans filtre	0,75 dollar EU/1 000 unités	2 dollars EU/1 000 unités

Ni Kyrgyzalco ni Kyrgyztamekesi n'interviennent en aucune façon dans l'administration des droits d'accise.

Ni Kyrgyzalco ni Kyrgyztamekesi n'interviennent directement ou indirectement dans la vente et/ou la distribution sur le marché intérieur de marques internationales d'alcools ou de cigarettes.

Les entreprises privées sont libres de vendre et de distribuer des marques internationales d'alcools et de cigarettes sur le marché intérieur comme elles l'entendent et sans restriction.

Exception faite de Kyrgyzalco et de Kyrgyztamekesi, la République kirghize confirme que le commerce d'Etat n'existe pour aucun autre produit agricole ou alimentaire.

V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. Généralités

Nous nous félicitons de la présentation au Secrétariat de l'OMC du projet de dispositions du Code civil se rapportant à la propriété intellectuelle (WT/ACC/KGZ/11). Nous n'avons pas encore eu l'occasion d'examiner le projet en question, mais nous présenterons des observations avant la prochaine réunion du Groupe de travail.

VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES

Nous sommes sensibles aux efforts déployés par la République kirghize pour décrire le régime des services dans le document WT/ACC/SPEC/KGZ/3 et à l'offre présentée dans le document WT/ACC/SPEC/KGZ/5. Nous avons répondu de manière bilatérale à l'offre en question et attendons avec intérêt d'examiner l'offre révisée concernant les engagements dans le secteur des services dès que cela sera possible, cette offre devant prendre en compte les améliorations découlant des discussions bilatérales menées en marge de cette réunion.

L'offre révisée concernant l'accès aux marchés dans le secteur des services présentée par la République kirghize a été distribuée sous la cote WT/ACC/SPEC/KGZ/5/Rev.1.

VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

Question 40

Veuillez répondre à l'observation formulée à la page 38 du document WT/ACC/KGZ/10 et exprimant le souhait que la République kirghize adhère à l'Accord de l'OMC sur le commerce des aéronefs civils.

Réponse

La République kirghize est encore en train d'examiner la question de savoir si elle accédera à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils.

Question 41

Veuillez donner des renseignements actualisés concernant la situation, au regard des accords de libre-échange conclus par la République kirghize, des marchandises soumises à des taxes d'exportation; autrement dit, ces produits ont-ils été exclus du champ d'application des accords

susmentionnés? Nous souhaiterions obtenir des précisions sur la situation des produits énumérés dans la réponse à la question 51 du document WT/ACC/KGZ/10 dans le cadre des arrangements de libre-échange conclus par la République kirghize et sur la part des échanges totaux représentée par ces produits sur une période représentative récente. Quels produits ne sont pas à ce jour visés par de tels accords?

Réponse

Les produits soumis aux taxes d'exportation ne sont pas exclus du champ d'application des accords de libre-échange. Les produits énumérés en réponse à la question 51 du document WT/ACC/KGZ/10 sont néanmoins les seuls produits ne faisant pas l'objet d'un libre-échange entre la République kirghize d'une part et le Kazakhstan et la Russie d'autre part.

Pourcentage des exportations totales vers la Russie et le Kazakhstan par groupe de produits

Exportations par groupe de produits	1994	1995	1996
Cuivre et articles en cuivre			
Russie	-	0,2	-
Kazakhstan	-	0,9	0,02
Débris et déchets de cuivre			
Russie	-	-	-
Kazakhstan	-	0,03	-
Aluminium et articles en aluminium			
Russie	-	0,04	0,04
Kazakhstan	-	0,02	0,04
Débris et déchets d'aluminium			
Russie	-	-	0,02
Kazakhstan	-	-	-
Plomb et articles en plomb			
Russie	-	-	-
Kazakhstan	0,04	0,0002	0,04
Débris et déchets de plomb			
Russie	-	-	-
Kazakhstan	-	0,0002	0,04
Antimoine et articles en antimoine, y compris débris et déchets			
Russie	5,2	4,3	3,5
Kazakhstan	0,7	0,2	0,3
Mercure			
Russie	0,1	0,04	0,1
Kazakhstan	0,06	-	0,04
Or			
Russie	-	-	0,002
Kazakhstan	-	-	-

Le pourcentage des exportations totales de tous ces produits en 1994, 1995 et 1996 est indiqué dans le tableau suivant.

	1994	1995	1996
Russie	5,2	4,6	3,6
Kazakstan	0,8	1,2	0,4

Publication

Question 42

La réponse à la question 77 du document WT/ACC/KGZ/9 indique qu'"[i]l n'y a pas d'obligation légale de publier toutes les lois et tous les actes administratifs relatifs à l'OMC".

Il semblerait que la République kirghize ne dispose pas d'un cadre législatif qui lui permette de mettre en oeuvre l'article X du GATT de 1994 et d'autres prescriptions énoncées dans les Accords de l'OMC en matière de publication, notamment la prescription selon laquelle les normes doivent être publiées pour examen et observations préalables avant l'établissement de leur version définitive et avant leur mise en oeuvre.

Nous sommes d'avis que la République kirghize devrait s'employer à instituer une législation appropriée à cet égard.

Réponse

La République kirghize élabore actuellement une loi pour se mettre en conformité avec l'article X du GATT de 1994 et avec d'autres prescriptions en matière de publication énoncées dans les Accords de l'OMC. Le projet de loi sera communiqué au Secrétariat de l'OMC dès que sa version définitive sera établie.

ANNEXE A

(Renseignements complémentaires à la question 20)

I. DETERMINATION DE LA REDEVANCE POUR FORMALITES DOUANIERES

Méthode 1

(Coût salarial fondé sur le temps passé et frais généraux calculés à 50 pour cent)

(en soms)

Description	Severnaya	Bishkek	République
Coût EPT moyen (voir le tableau 6)	10,42	7,06	8,74
Nombre de déclarations traitées	5 394	567	14 520
Coût EPT total			126 904,80
Frais généraux imputables (à 50 pour cent des frais généraux totaux) (voir le tableau 1)			2 461 400,00
Coût total des formalités douanières			2 588 304,80
Coût total par déclaration			178,26

Méthode 2

(Coût total imputable à 50 pour cent)

(en soms)

Description	Exercice 1996
Coût salarial (tableau 1)	11 143 700
Frais généraux (tableau 1)	4 922 800
Coût total	16 066 500
Coût des formalités d'importation à 50 pour cent du coût total	8 033 250
Nombre de déclarations traitées	14 520
Coût total par déclaration	553,25

Redevances minimale et maximale pour formalités d'importation

Redevance pour formalités d'importation	En soms	En dollars EU
<u>Minimum</u>		
D'après la méthode 1	178,26	
Chiffre arrondi à la dizaine près	180	10,59
<u>Maximum</u>		
D'après la méthode 2	553,25	
Chiffre arrondi à la dizaine près	550	32,35
Taux en vigueur	0,15%	

TABLEAU 1Budget annuel de l'Administration des douanes - République kirghize (exercice 1996)

Description	En soms
Salaires	8 066 100
Fonds social	3 077 600
Coût salarial	11 143 700
Frais commerciaux - dans le pays	135 200
Frais commerciaux - à l'étranger	100 000
Achat de matériels et de fournitures	1 000 000
Eau, énergie, gaz et chauffage	2 316 100
Entretien des véhicules	971 500
Autres achats	400 000
Autres frais (généraux)	4 922 800
Coût total	16 066 500

TABLEAU 2Rapport dépenses/recettes

(en soms)

Description	Exercice 1996	Exercice 1997
Recettes douanières (à l'exclusion de celles en rapport avec l'application de mesures douanières)	448 929 600	830 000 000
Dépenses de l'Administration des douanes	16 066 500	19 653 400
Rapport dépenses/recettes	0,0357884622	0,0236787952
Rapport dépenses/recettes en pourcentage	3,58%	2,37%

II. DETERMINATION DE LA REDEVANCE PERCUE POUR LE CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE

Méthode 1 (Coût minimal)

(en soms)

Description	1996	1997 (prévisions)
Nombre de certificats délivrés	14 202	9 011
Coût salarial		
Nombre d'employés	87	87
Coût salarial moyen annuel (tableau 2)	4 889	11 486
Coût salarial total moyen	425 343	999 282
Coût salarial moyen par certificat	30	111
Moyenne des deux dernières années		70

Méthode 2 (Coût maximal)

(en soms)

Description	1996	1997 (prévisions)
1. Coût salarial total (tableau 1)	425 343	999 282
2. Frais généraux totaux (tableau 1)	968 300	2 143 600
3. Coût total (1 + 2)	1 393 643	3 142 882
Nombre de certificats délivrés	14 202	9 011
Coût total par certificat	98	349
Moyenne des deux dernières années		223

Redevances minimale et maximale perçues pour le certificat phytosanitaire

Redevance perçue pour le certificat phytosanitaire	En soms	En dollars EU
<u>Minimale</u>		
D'après la méthode 1	70	4,14
<u>Maximale</u>		
D'après la méthode 2	223	13,15
<u>Redevance en vigueur</u>		
Minimale	36	2,12
Maximale	265	15,59

TABLEAU 1

Budget annuel du Service d'inspection phytosanitaire

(en soms)

Description	1996	1997 (prévisions)
Salaires	425 300	999 300
Coût salarial total	425 300	999 300
Achats de matériel et de fournitures	349 100	400 000
Frais de bureau	27 000	150 000
Autres frais généraux	592 200	1 593 600
Frais généraux totaux imputables	968 300	2 143 600
Coût total	1 393 600	3 142 900

TABLEAU 2

Coût salarial

(en soms)

Données salariales	1996	1997 (prévisions)
Salaires totaux	425 300	999 300
Nombre d'employés	87	87
Salaire annuel moyen par employé	4 888,51	11 486,21
Salaire mensuel moyen par employé	407,38	957,18

III. DETERMINATION DE LA REDEVANCE PERCUE POUR LE CERTIFICAT VETERINAIRE

Méthode 1 (Coût minimal)

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Nombre de certificats délivrés	458	386	600
Coût salarial			
Nombre d'employés chargés de délivrer les certificats vétérinaires	30	30	30
Coût salarial annuel moyen	3 839	3 871	3 984
Coût salarial total moyen	115 170	116 130	119 520
Coût salarial moyen par certificat	251	301	199
Moyenne sur trois années			251

Méthode 2 (Coût maximal)

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
1. Coût salarial moyen	115 170	116 130	119 520
2. Frais généraux totaux	2 462 500	3 408 800	2 353 000
3. Frais généraux imputables à 50% **	1 231 250	1 704 400	1 176 500
4. Coût total (1 + 3)	1 346 420	1 820 530	1 296 020
Nombre de certificats délivrés	458	386	600
Coût total par certificat	2 940	4 716	2 160
Moyenne sur trois années			3 272

**Les frais généraux sont imputés à 50 pour cent du nombre total des employés chargés de délivrer des certificats vétérinaires.

Redevances minimale et maximale perçues pour le certificat vétérinaire

Redevance perçue pour le certificat vétérinaire	En soms	En dollars EU
<u>Minimale</u>		
D'après la méthode 1	250	14,74
<u>Maximale</u>		
D'après la méthode 2	3 272	192,47
<u>Redevance en vigueur</u>		
Minimale	30	1,76
Maximale	500	29,41
Moyenne	100	5,88

TABLEAU 1Budget annuel du Département chargé de l'organisation des activités vétérinaires

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Salaires	238 000	240 000	247 000
Coût salarial total	238 000	240 000	247 000
Achats de matériel et de fournitures	95 000	110 000	120 000
Autres frais généraux	2 367 500	3 298 800	2 233 000
Frais généraux totaux	2 462 500	3 408 800	2 353 000
Coût total	2 700 500	3 648 800	2 600 000

TABLEAU 2Coût salarial

(en soms)

Données salariales	1995	1996	1997 (prévisions)
Salaires totaux	238 000	240 000	247 000
Nombre d'employés	62	62	62
Salaire annuel moyen par employé	3 838,71	3 870,97	3 983,87
Salaire mensuel moyen par employé	319,89	322,58	331,99

IV. DETERMINATION DES DROITS DE LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

Méthode 1
(Coût minimal)

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Nombre de certificats délivrés	170	332	708
1. Coût salarial total	24 786	38 610	71 383
2. Frais généraux imputables	63 388	75 872	38 147
3. Coût total (1 + 2)	88 174	114 482	109 530
Coût total par certificat	519	345	155
Moyenne sur trois années			340

Méthode 2
(Coût maximal)

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Nombre de certificats délivrés	170	332	708
1. Coût salarial total	24 786	38 610	71 383
2. Frais généraux imputables	237 705	284 520	132 540
3. Coût total (1 + 2)	262 491	323 130	203 923
Coût total par certificat	1 544	973	288
Moyenne sur trois années			935

Droits de certificat minimal et maximal

Droit de certificat	En soms	En dollars EU
<u>Minimal</u>		
D'après la méthode 1	340	
Chiffre arrondi à la dizaine près	340	20,00
<u>Maximal</u>		
D'après la méthode 2	935	
Chiffre arrondi à la dizaine près	940	55,29
<u>Droit de certificat en vigueur</u>	900	52,94

TABLEAU 1Budget annuel du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie

(en milliers de soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Nombre total d'employés	150	150	138
Salaires	0,00	999,30	2 350,00
Frais généraux	1 584,70	1 896,80	883,60
Dépenses totales	1 584,70	2 896,10	3 233,60

TABLEAU 2Coût salarial - Département des licences

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Nombre d'employés	6	6	6
Salaires annuels totaux	24 786	38 610	71 383
Coût salarial annuel moyen	4 131	6 435	11 897

TABLEAU 3Frais généraux imputables (Méthode 1)

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Nombre total d'employés	150	150	138
Nombre d'employés du Département des licences	6	6	6
Pourcentage d'employés chargés de la délivrance des licences	4,00%	4,00%	4,35%
Frais généraux totaux	1 584 700	1 896 800	883 600
Frais généraux imputables au taux susmentionné	63 388	75 872	38 417

TABLEAU 4Frais généraux imputables (Méthode 2)

(en soms)

Description	1995	1996	1997 (prévisions)
Frais généraux totaux	1 584 700	1 896 800	883 600
Pourcentage approximatif de ressources utilisées pour la délivrance des licences	15,00%	15,00%	15,00%
Frais généraux imputables au taux susmentionné	237 705	284 520	132 540

ANNEXE B

Les textes juridiques suivants peuvent être consultés au Secrétariat (Division des accessions, bureau 1126).

1. Projet de loi antidumping
2. Projet de loi sur les mesures compensatoires
3. Projet de loi sur les mesures de sauvegarde
4. Projet de Code civil (partie concernant la propriété intellectuelle)
5. Code pénal (partie concernant la propriété intellectuelle)
6. Projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes
7. Projet de loi sur les marques de fabrique et de commerce, les marques de service et les appellations d'origine
8. Projet de loi sur les brevets
9. Projet de loi sur les logiciels et les bases de données
10. Projet de loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés
11. Projet de loi sur les sélections végétales et animales
12. Projet de loi sur les secrets commerciaux
13. Loi sur l'investissement étranger (24 septembre 1997)
14. Loi sur les banques et les activités bancaires (29 juillet 1997)
15. Loi sur la Banque nationale (29 juillet 1997)
16. Loi sur les garanties (27 juin 1997)
17. Loi sur les ressources du sous-sol (2 juillet 1997)
18. Loi sur la réglementation du commerce extérieur par l'Etat (2 juillet 1997)
19. Amendements à la Loi sur le tarif douanier (30 juillet 1997)